

Après la saignée, le comité de la hache ?

Coté pile, les vraies fausses annonces sur le budget sur l'annulation des suppressions de classes. Coté face, le ministère impose bel et bien des suppressions de postes d'enseignant dans les différentes académies. Pénalisant encore et toujours les élèves et les professeur.es.

À Paris, le gouvernement impose ainsi la suppression de 110 postes d'enseignants dans le primaire, 92 dans le secondaire.

Une première liste de 198 possibles fermetures de classes dans le primaire a été communiquée par le rectorat aux organisations syndicales. Et 42 divisions pourraient fermer dans les collèges et lycées.

Paris est particulièrement touchée.

Alors que la Ville compte pour 2,6% de la baisse nationale de la démographie scolaire dans le primaire, elle subit 25% des suppressions de postes ! Le gouvernement aurait-il un agenda politique singulier pour Paris ?

Cette saignée va dégrader encore un peu plus les conditions d'apprentissage et de travail. La baisse démographique, réelle, aurait pu être le moyen de diminuer le nombre d'élèves par classe, un des

pires de toute l'union européenne. Cette saignée intervient alors que chaque jour, entre 100 et 200 classes de primaire n'ont pas de professeur.es faute de remplaçant.es à Paris. L'attaque contre les décharges de directeurs et directrices d'école démontre aussi cette austérité tous azimuts à Paris.

Cette saignée intervient dans un contexte tendu par l'enseignement privé sous contrat

qui est particulièrement peu touché par les suppressions de postes, jusqu'à deux fois moins que le public. Un enseignement privé qui contribue massivement à la ségrégation sociale et scolaire, et qui risque de peser pour plus de 50% des élèves au collège d'ici à 2033.

L'école publique mérite des moyens à la hauteur de ses besoins. Nous ne laisserons pas la jeunesse subir les méfaits de cette austérité.

Des parents d'élèves, syndicats et élus parisiens se mobilisent de manière unie dans le cadre « Touche pas à ma classe » depuis plusieurs années pour dénoncer et contester cette mauvaise politique. Ils appellent à un meeting unitaire contre les fermetures de classe jeudi 6 mars, 19h à la Bourse du Travail.

COLLECTIF « TOUCHE PAS À MA CLASSE »,

CGT Éducation Paris, FCPE Paris, Snuipp-FSU Paris, Snés-FSU Paris, SNUDI-FO Paris, SN-FO-LC Paris, Unsa Éducation Paris, la Ligue de l'Enseignement Paris, les élu.es communistes de Paris, des élu.es EELV, les député.es LFI de Paris, des élu.es du PS parisiens.